Marchés publics

Communauté de communes

Réalisation du schéma directeur d'assainissement

Nom et adresse du pouvoir adjudicateur : communauté de communes du Pays

de Pont-Château, Saint-Gildas-des-Bois, représentée par sa présidente, 2, rue des Châtaigniers, 44160 Pont-Château.

Mode de passation : procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles

Objet du marché : réalisation du schéma directeur d'assainissement collectif des

Description succincte : l'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le marché comprend une part forfaitaire (5 phases) et une part à bons de com

- Phase 1 : état des lieux des données disponibles et pré-diagnostic du système

Phase 3 : localisation précise des anomalies et des dysfonctionnements du ré-

seau , - Phase 4 : bilan du fonctionnement du système d'assainissement - diagnostic ; - Phase 5 : élaboration du schéma directeur d'assainissement collectif des eaux

Des missions complémentaires pourront être confiées (elles feront l'objet de bons

Le DCE est consultable et téléchargeable gratuitement sur notre profil acheteur à

l'adresse https://cc-paysdepontchateau.synapse-ouest.fr La transmission des candidatures et des offres devront se faire obligatoirement par

https://cc-paysdepontchateau.synapse-ouest.fr Pour tout renseignement relatif à l'usage de la plate-forme, les entreprises peuvent

s'adresser à l'équipe support de Synapse Ouest support@synapse-ouest.com ou

Critère d'attribution : le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

Date limite de remise des offres : vendredi 6 novembre 2020 à 12 h 00.

Référence des avis comportant la totalité des renseignements : l'intégralité de l'annonce a été transmise au JOUE et au BOAMP, le 29 septembre 2020. Date d'envoi à la publication : 29 septembre 2020.

Commune de RENNES

de la ZAC la Courrouze

AVIS DE PARTICIPATION

DU PUBLIC

Par voie électronique

Par avis du 29 septembre 2020, une pro-

cédure de participation du public par voie électronique est organisée sur le projet du programme D12 de la Zac la Cour-

Ce projet, soumis à évaluation environne

cas, porte sur la construction d'un pro-

gramme mixte comprenant 49 loge-

ments, 10 906 m2 de surface de planche

de bureaux et un parking silo par l'opé

- la construction d'un bâtiment A le long

de la rocade comportant 5 niveaux de

parking silo (dont un enterré) surélevés

d'un immeuble à usage tertiaire. Le par-king silo vient s'implanter en continuité

du parking silo déjà aménagé sur le sec-

teur Dominos faisant office d'écran

acoustique pour le secteur, - la construction d'un bâtiment B au sein

du parc de Dominos, sur 2 niveaux de

parkings en sous-sol comportant 3 ni-veaux de bureaux et 49 logements (dont 65 % en accession libre et 35 % en ac-

Le projet a fait l'objet d'une demande de

permis de construire déposée par Pierre

Promotion, objet de la présente procé-

Le dossier de participation mis en ligne

comprendra notamment le dossier de de

mande de permis de construire et l'étude

d'impact du projet, accompagnée de

l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du

1er septembre 2020 et de l'avis de Ren

nes Métropole en date du 27 août 2020

tronique aura lieu du 26 octobre au

Les personnes intéressées pourront pren-

dre connaissance de l'ensemble du dos-

sier de participation, selon les modalités

par voie électronique (à privilégier) : sur

https://www.registre-dematerialise.fr/

où l'ensemble des documents compo-

sant le dossier de participation pourra

- sur support papier : sur demande faite

soit (modalité recommandée) par courriel

ou par téléphone auprès du service amé-nagement de la ville de Rennes (service aménagement, tél. 02 23 62 24 53,

dauh-amenagement@rennesmetro-

pole.fr), soit (à défaut) sur place à l'hôtel

de Rennes Métropole : 4, avenue Henri-

Fréville, 35200 Rennes (métro Clemenceau). En fonction de la situation sanitaire

qui prévaudra au moment de la demande, un agent orientera les personnes intéres-

sées sur les modalités de consultation du

Des renseignements complémentaires

-auprès de Pierre Promotion, maître d'ou-

vrage du projet du programme D12 de la

Zac la Courrouze et pétitionnaire du permis de construire, aux coordonnées suivantes : Patrice Lecoq,

compétente en matière d'autorisation

d'urbanisme, aux coordonnées suivan-

dauh-amenagement@rennesmetropole.fr

Le public pourra adresser ou formuler ses

observations et propositions par voie

électronique : soit sur le registre électro-

Les observations ou propositions formu

lées ou réceptionnées après la clôture de

la participation du public ne pourront pas

2032 soit par courriel à l'adresse : concertation-publique-2032@registre

s://www.registre-dematerialise.fr/

service aménagement,

natrice lecog@nierrepromotion.com

pourront être obtenus :

tél. 02 99 79 72 24,

tél. 02 23 62 24 53,

nique à l'adresse

24 novembre 2020 inclus.

la plateforme

être téléchargé,

rateur Pierre Promotion.

Le projet consiste en :

ntale à l'issue d'un examen au cas par

rouze, à Rennes et Saint-Jacque

L'étude va s'organiser selon les 5 phases suivantes (part forfaitaire)

Phase 2 : campagne de mesure des débits et des charges polluantes ;

Durée du marché : l'accord-cadre est conclu pour une durée de 30 mois. Modalités d'obtention du dossier et de remise des offres :

1 2124-2 R.2124-2-1 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

du Pays de Pont-Château

APPEL D'OFFRES OUVERT

Caractéristique principale: marché non alloti.

voie électronique sur notre profil acheteur à l'adresse

Procédure formalisée

collectif des eaux usées

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : centraledesmarchés.com

Pour faire paraître une annonce légale Medialex, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute) e-mail : annonces.legales@medialex.fr - Internet : www.medialex.fr Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 16 décembre 2019.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mi-ses en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actulegales.fr.

Marchés publics

Procédure adaptée



Mise en oeuvre des engagements du Dossier d'Autorisation Environnementale Unique sur la Zac de La Janais

Missions de suivi environnemental des travaux, de MOE pour la mise en oeuvre des mesures compensatoires et suivi écologique

MODIFICATIF - PROCÉDURE ADAPTÉE

1. Identification de l'organisme qui passe le marché : Territoires Publics, 1, rue Geneviève-de-Gaulle-Anthonioz, CS 50726, 35207 Rennes cedex 2. Tél. 02 99 35 15 15.

2. Procédure de passation : procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique. 3. Objet du marché et lieu d'exécution : mise en oeuvre des engagements du Dossier d'Autorisation Environnementale Unique sur la Zac de La Janais

Chartres-de-Bretagne et Saint-Jacques-de-Bretagne. 4. Durée du marché : La durée du marché est de 5 ans à compter de sa notification.

Démarrage prévisionnel : octobre 2020.

5. Modalités de retrait du dossier de consultation : le dossier de consultation

est disponible en accès libre et complet uniquement par voie dématérialisée sur la plateforme achat public à l'adresse suivante : https://territoires.achatpublic.com 6. Lieu et conditions de remise des plis : les plis contenant les candidatures et les offres seront obligatoirement remis par voie électronique sur la platefo https://territoires.achatpublic.com

7. Justificatifs à produire : concernant les justificatifs à produire, les candidats 8. Critères pondérés de jugement des offres :

orix: 40 %, echnique: 60 %.

9. Renseignements administratifs et techniques : les échanges s'effectueront iquement sur la plateforme de dématérialisation achat public

Instance chargée des recours : tribunal de grande instance de Rennes, cité judiciaire 7 rue Pierre-Abelard 35000 Rennes

11. Date limite de remise des plis : le 5 octobre 2020 à 16 h 00. Prolongation au 12 octobre 2020, 16 h 00. 12. Date d'envoi à la publication : le 14 septembre 2020.

Communauté de communes

Petits travaux et interventions urgentes

sur les réseaux d'assainissement des eaux usées

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : communauté de communes

du Pays de Pontchâteau, Saint-Gildas-des-Bois. Correspondant : M. le Président,

https://cc-paysdepontchateau.synapse-ouest.fr/
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Objet du marché : petits travaux et interventions urgentes sur les réseaux d'assai

Type de procédure : procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions de l'ar-

L'avis implique : l'établissement d'un accord-cadre à bons de commande sans mi-

Caractéristiques principales : attribution d'un accord-cadre pour chaque lot.

Options (descriptions concernant les achats complémentaires) : possibilité de

con fier ultérieurement au titulaire du marché un ou plusieurs marchés ayant pour

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en

Les sous-critères retenus pour le jugement des offres sont définis dans le règle-

Délai de validité des offres : 120 jours a compter de la date limite de réception

le DCE est consultable et téléchargeable gratuitement sur notre profil acheteur à

- la transmission des candidatures et des offres devront se faire obligatoirement

https://cc-paysdepontchateau.synapse-ouest.fr et selon les modalités du règle-

s'adresser à l'équipe support de Synapse Ouest, support@synapse-ouest.com ou

pour tout renseignement relatif à l'usage de la plateforme les entreprises per

le banquier n'est pas toujours fautif

L'affaire jugée par la Cour de cassation opposait des particuliers

qui avaient acquis un bien immobilier à crédit, afin de le donner

en location pour réaliser une opération de défiscalisation, à la

Lorsqu'il est apparu que les échéances étaient trop lourdes et

qu'ils ne pouvaient plus rembourser, ces acquéreurs s'en sont

pris à la banque. Ils lui ont reproché de ne pas les avoir mis

en garde contre un risque qui aurait dû apparaître aux yeux

d'un professionnel du crédit et qui leur avait échappé puisqu'ils

Mais c'était à l'organisateur de l'opération, puisqu'il proposait

le crédit et agissait comme "intermédiaire en opérations de

banque", de vérifier que son montage était adapté aux capacités

La banque est hors de cause. À moins d'avoir constaté une ano-

étaient des emprunteurs occasionnels, "non avertis"

Date limite de réception des offres : jeudi 29 octobre 2020 à 12 h 00. Date d'envoi du présent avis à la publication : 30 septembre 2020.

Valeur estimée (HT) sur la durée totale de l'accord-cadre : 470 000 euros

Lot 2 : curage et désobstruction des réseaux et postes de relèvement (PR).

ticle L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique Classification CPV : objet principal - 45232410.

Lot 1 : construction et réparation des réseaux d'assainissement.

fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Modalités d'obtention du dossier et de remise des offres

l'adresse: https://cc-paysdepontchateau.synapse-ouest.fr

nt des eaux usées (sur les communes de Drefféac, Guenrouët et Sévé

du Pays de Pontchâteau,

Saint-Gildas-des-Bois

PROCÉDURE ADAPTÉE

2, rue des Châtaigniers, 44160 Pont-Château.

Adresse internet du profil d'acheteur :

Courriel: nvince@cc-paysdepontchateau.fr
Adresse internet: http://cc-paysdepontchateau.fr/

nimum et avec maximum avec un seul opérateur.

objet la réalisation de prestations similaires.

Des variantes seront-elles prises en compte : non

Prestations divisées en lots : oui.

Possibilité de présenter une offre pour tous les lots

Durée du marché ou délai d'exécution : 48 mois.

Lot 3 : contrôle des branchements.

Lot 4 : inspections télévisuelles

valeur technique (50 %).

ment de la consultation.

Finances

par téléphone au 02 99 55 02 05.

Crédit excessif :

banque qui leur avait prêté l'argent.

de ses clients, a tranché la Cour.

Projet de déclassement anticipé Projet du programme D12

Avis administratifs

d'une portion de domaine public en vue de son aliénation Rue Jean-Pierre-Florian - Liffré

AVIS D'ENQUÊTE

Par arrêté municipal en date du 25 septembre 2020, le maire de Liffré ordonne l'ouverture d'une enquête publique por-tant sur le déclassement anticipé en vue de son allénation d'une portion du domaine public située rue Jean-Pierre-Flo-

L'enquête se déroulera du vendredi 9 octobre à 8 h 45 au vendredi 23 octobre 2020 à 18 h 00 inclus. Le dossier d'enquête sera mis à la dispo

sition du public pendant la durée de l'enquête, à l'accueil de la mairie, rue de Fou gères, 35340 Liffré, qui pourra er prendre connaissance et y consigne éventuellement ses observations sur le re gistre d'enquête aux heures d'ouverture

· lundi, mardi, mercredi et vendredi : de 8 h 45 à 12 h 15 et de 13 h 30 à 18 h 00 samedi : de 9 h 30 à 12 h 30.

Le dossier est également consultable sur

Mme Danielle Faysse a été désignée en

qualité de commissaire enquêteur.
Afin d'informer et de recevoir les obse vations du public, le commissaire enquê teur assurera les permanences aux jours et heures suivantes :

le vendredi 9 octobre 2020 de 8 h 45 à 12 h 00.

- le vendredi 23 octobre de 15 h 00 à 18 h 00. Les observations pourront également

être adressées par écrit et pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Liffré, hôtel de ville, rue de Fougères, 35340 Lif fré, à l'attention de Mme le Commissaire urbanisme@ville-liffre.fr en indiquant en objet «enquête publique rue Jean-Pierre

À l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée à la mairie de Liffré et à la préfecture pour y être tenue, sans délai, à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Elle sera également publiée sur le site internet :

www.ville-liffre.fr À l'issue de l'instruction, le conseil municipal se prononcera par délibération sur le déclassement des emprises concernées par l'enquête en vue de leur aliéna-tion. Il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications à ces docu nents en vue de leur approbation Les informations relatives à ce dossie peuvent être demandées auprès de M. le

Maire de Liffré (hôtel de ville, rue de Fou-

Le commissairepriseur spécialiste-conseil à votre service

Le commissaire-priseur est le spécialiste du marché de l'Art, et il est un des seuls à connaître le juste prix des objets, étant en contact du marché quotidien à travers les ventes publiques.

Il est habilité, en dehors des ventes publiques, à évaluer les objets et à en donner une

Il engage dans ces opérations

Préfecture de LA MAYENNE Bureau des procédures

environnementales et foncières Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Une enquête publique se déroulera sur la commune de Fontaine-Couverte du lundi 28 septembre 2020 à 9 h 30 au mercredi 28 octobre 2020 à 12 h 30, concer nant la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Rose des Vents Énergies, dont le siège social est situé 213, cours Victor-Hugo à Bègles (33323), en vue d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, dénommée parc éolien «Rose des Vents» composée de trois aérogénérateurs et d'un poste de livraison, d'une ca-pacité totale de 6,6 à 7,875 MW, située sur la commune de Fontaine-Cou-

verte (53350). Pendant la durée de l'enquête, fixée à trente et un jours, le dossier de la demande d'autorisation sera déposé à la mairie de Fontaine-Couverte, afin que les personnes intéressées puissent le consulter sur place pendant les heures habimercredi, jeudi et vendredi de 9 h 30 à 12 h 00). Le dossier sera également con-sultable sur le poste informatique, mis à la disposition du public à la préfecture de la Mayenne, 46, rue Mazagran à Laval, aux heures habituelles d'ouverture (à titre indicatif: du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30). En outre, l'ensemble des pièces du dossier d'enquête sera disponible à la pré-fecture de la Mayenne (bureau des procédures environnementales et foncières)

et sur le site dédié : https://www.registredemat.fr/parceolien-rose-des-vents

sera maintenu pendant toute la durée de l'enquête. Le dossier soumis à enquête publique comporte les pièces et avis exigés par les législations et régle-mentations applicables au projet, dont une étude d'impact et son résumé non technique qui ont fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale. Le public peut consigner ses observa-

tions et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobile tenu à sa disposition à la mairie de Fontaine-Couverte, siège de l'enquête. Les observations pourront également être adressées par écrit à la mairie, à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse suivante : 16, rue Pierre-Barauderie, 53350 Fontaine-Couverte, sur le registre numérique du site dédié

ainsi que par voie électronique à l'adresse dédiée parc-eolien-rose-des-vents@registre

https://www.registredemat.fr/parc-

demat.fr Elles seront, dans ce cas, versées au re-

M. Alain Parra d'Andert, cadre bancaire en retraite, désigné en qualité de commissaire enquêteur, sera présent à la mairie de Fontaine-Couverte et y recevra en personne les observations du public : lundi 28 septembre 2020 de 9 h 30 à

12 h 30

- jeudi 8 octobre 2020 de 14 h 00 à 17 h 00, vendredi 16 octobre 2020 de 16 h 00 à

samedi 24 octobre 2020 de 9 h 00 à 12 h 00,

et mercredi 28 octobre 2020 de 9 h 30 À l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commis

saire enquêteur, seront disponibles sur le site internet des services de l'État, à la préfecture de la Mavenne (bureau des procédures environnementales et foncières) et à la mairie de Fontaine-Couverte, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. La personne responsable du projet au-

près de laquelle des informations peuvent être demandées est : M. Alexandre Duchene, chef de projet, tél. 02 28 03 90 00, adresse mail: alexandre duchene@valorem-ener-

sue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus. Celle-ci sera prise par le préfet

Vie des sociétés

RIAUD IMMO

Au capital de 1 000 euros Siège social : 15, rue Paul-Signac 35530 SERVON-SUR-VILAINE

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Servon-sur-Vilaine du 25 septembre 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques

Forme sociale : société civile immobilière

Dénomination sociale : Riaud Immo. Siège social : 15, rue Paul-Signac, 35530 Servon-sur-Vilaine. Objet social : la construction l'acquisi-

tion, l'aménagement, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles et terrains, quel que soit leur mode d'acquisition (achat, apport ou construction) ou de financement (emprunt, crédit bail), l'aliénation occasionnelle des biens lui cadre de la gestion patrimoniale et civile de l'obiet social, et plus généralement toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rattachant directe

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des so-

ment ou indirectement à l'objet social,

pourvu qu'elles ne modifient en rien le

Capital social : 1 000 euros constitué uni-22 novembre 1973 à Rennes demeurant 15, rue Paul-Signac, 35530 Servon-sur-

Clauses relatives aux cessions de parts : dispense d'agrément pour cessions à associés, conjoints d'associés, ascendants LACENTRALEDES MARCHÉS.COM ou descendants du cédant. Agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales. Immatriculation de la société au Registre

du commerce et des sociétés de Rennes Pour avis

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution suivar

man, notaire à Le Rheu, 2, rue de Cintré,

en date du 18 septembre 2020, de la so-

ciété civile immobilière présentant les ca-

reçu par Me Marie-Aude de Bod

BTS

Examens

vérification du procès-verbal

Le Gland Marie

Lebreton Clarisse Lechesne Mélina

Lhomme Virginie

Louis Benjamin Mahe Jasmine

Marescq Jessica

Milcent Morgane

Morazin Laura

Morin Magalie

Oudin Morgane

Pascal Sidonie

Perrier Clément

Pinon Adeline

Rosse Maud

Pouessel Nadèque

Roignant Éponine

Rousiere Véronique

enelis Laurine

Seroux Meryem

Toubel Jennifer

enfance

Vrac Clemmie

Admis:

Admis:

Accompagnant

éducatif petite

Vadelorge Mathilda

Surin Vitanie

Oster Sophie

Mbongo Mombo Carin

May Auriane

Lemarchand Aurélie

Le Mignon Cassandre

Banque, conseiller de clientèle

Hervé Baptiste Kamkhadze Lela Le Borgne Hugo

Pialet Manon

Systèmes

réseaux

Admis:

numériques opt. a :

numériques opt. B:

électronique et

Gautier Clément

Tourisme

Bazinou Chavmae

BEP

la personne

Autin Sandrine

Logistique

et transport

Admis:

Admis:

Laclef Nathar

restauration

Godard Noah

CAP

enfance

Allouard Jade

Becuwe Tiffaine

Bellanger Léa Bouget Camill

Bouliere Anne

Castelin Patrica

Courtet Camille

Dubrul Nathalie

Ferdinand Amandine

François Bénédicte

Freoul Jade

Gentric Tifenn

Gérard Alison

Guilloteau Élisa

Jacques Emma

Fernandes Do Carmo Noémie

Chesnay Morgane

Bourtourault Agathe

Admis:

Accompagnant

éducatif petite

Antunes Bernardes Claudia

informatique et

Boussemart Hugo

Systèmes

ractéristiques suivar Dénomination : J'M Co. Forme : société civile immobilière régie par le titre IX du livre III du Code civil, mo-difié par la loi du 4 janvier 1978, le décret du 3 iuillet 1978 et ses textes sub

séquents.
Capital social : quatre mille euros (4 000 euros), divisé en 10 000 parts de zéro euro et quarante centimes (0,40 eu-ros) chacune, numérotées de 1 à 10 000. Siège social : Augan (56800), 1, rue du Bois-du-Loup.

Objet: acquisition, administration et gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers. Durée : 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés. RCS: Rennes

Associés : M. Julien Christian Henri Collado, demeurant à Le Rheu (35650), 5, rue Georges-Brassens, né à Évreux (27000) le 20 mars 1989, céliba-taire. Mme Marion Solène Delphine Retours, demeurant à Le Rheu (35650) 5, rue Georges-Brassens, née a Dreux (28100) le 6 août 1984, célibataire Gérance : M. Collado-Quernet et Mme Retours sont cogérants.
Cessions de parts sociales : toutes les

cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité

Pour avis

Accompagnement **CVR UTILITAIRES** soins et services à

Société à responsabilité limitée Au capital de 10 000 euros Siège social : 2 bis, ZA Le Tronchet 35220 SAINT-DIDIER

AVIS DE CONSTITUTION Aux termes d'un acte sous signature pri

vée en date à Saint-Didier du 24 septem-bre 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivan-

Forme sociale : société à responsabilité Dénomination sociale : CVR Utilitaires.

Siège social : 2 bis, ZA Le Tronchet, 35220 Saint-Didier. Objet social : commerce et négoce de

voitures, véhicules automobiles légers véhicules utilitaires et tous autres véhicu Botcazou Johanna les, et la commercialisation de tous produits en rapport avec cette activité, la Chapon Agathe neufs et occasions, voiturettes, pièces Desbois Clara pièces agricoles, pneumatiques, service après-vente, cycles, cyclomoteurs, moto-culture, l'entretien et la réparation de vé-Hamet Camille Le Gall Léa-Océane hicules automobiles, de poids lourds et Lebreton Carla de matériel agricole et de tout engin mo-torisé, électrique et électromécanique en Lucas Manon Pirotais Noa automobile, dépannage, remorquage, tô lerie, carrosserie, peinture, constructions de véhicules, vente de motocycles neufs et occasions, vente de carburant, lubri-Restauration: option fiants, gaz, la location de véhicules. Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la socommercialisation et services en

ciété au Registre du commerce et des so-Capital social : 10 000 euros. Gérance : M. Christian Richecoeur, de-meurant 2, ZA Le Tronchet, 35220 Saint-

Immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés de Rennes

Pour avis

La Gérance

Autres légales

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LAVAL **JUGEMENT** DU 21 SEPTEMBRE 2020 Prononçant l'ouverture d'une procédure

de redressement judiciaire à l'égard de la SELARL Arc Bretagne, RCS Rennes 530 485 507, 20, rue de Nemours, tice. Juge-commissaire: Élodie Silva. Mandataire judiciaire : SLEMJ & Asso ciés, 7, rue de Paradis, 53000 Laval, Adnistrateur judiciaire: Sophie Gautier 111, boulevard de Lattre-de-Tassigny, 35000 Rennes. Date de cessation des paiements : 3 juillet 2020

Déclaration des créances dans les deux mois de la publication au Bodacc. RG

AUTANT DE PLATEFORMES OUE D'ACHETEURS !!

1 SEUL SITE



SOYEZ LE 1ER INFORMÉ DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT PRÈS DE CHEZ VOUS OU N'IMPORTE OÙ EN FRANCE!



Esthétique, cosmétique. parfumerie

Admis: Bouley Priscillia

Maintenance des véhicules opt. voitures particulières

Admis: Simonet Diego

Maintenance des véhicules opt. véhicules de

transport routier

Admis: Morice Stéphane

Maçon

Cadiou Jean-Baptiste Guery Clément Parriaux Erwan

Monteur en installations

Métiers de la mode -

Métiers de la mode -

Peintre-applicateur

Peinture carrosserie

vêtement tailleur

Bourgueil Aurélia

Le Devehat Sylvie

revêtements

Puvfaucher Jessy

Renaud Quentir

Pâtissier

Barbier Justine

Besnault Laetitia

Corbin Stéphanie

Duchatelle Maiko

Gauneau Clémenc

Gaillard Simon

Gerray Hélène

Hamard Émilie

Hebert Antoine

Le Bivic Denis

Legendre Audrey

Joubin Anne-Sophie

Hervé Anna

Guinebault Anne

Admis:

Admis:

vêtement flou

Cavallin Céleste

Drouet Sophie

Planut Pauline

Admis:

Dumaine Sténhanie

Admis:

Agent polyvalent thermiques restauration

Admis: Barret Samuel Guillard Lorenzo Guigot Steve

Boulanger

Admis: Dubot Joël Lecoublet Julien Legaud Clémentine

Charpentier bois Admis: Gapaillard Fabre

Coiffure

Magnoungou Destinee Optique lunetterie

Cuisine Admis: Bagdassarian Cloé

Clabaut Marine Gachet Corinne Lopez Andrès Quartieux Justine Simon Élouan Thomas Élise Vucic Margau

> Electricien Admis:

Lalfond Bryan Rabeau Lucas Esthétique.

cosmétique parfumerie

Abbadie Jade Airault Maéva

Baudet Azouz Louna Bertrand Hua

Rodin Justine Bonnetot Solenn Bordas Loane

Justin Marie

Lauden Manon

Launay Christelle

Le Douce Cindy

Leborgne Melie

Lemee Louise

Marteau Leslie

Nehdi Sabrine

Roger Aimie

Vignon Marie

Lecharpentier Mano

Montauban Camille

Tilly Clara Van Hoeylandt Fanny

Lecerf Flavie

Lesage Maïlys Bouleux Mathilde Louyat Galina Melliti Ouahiba Chauveau Calista Mokrani Camille Crocq Angèle Danveau Chloé Moraux Pauline Perrot Romane De Sousa Maëlys Debray Manon Point Marie Rahuel Lise Decaen Sara Rakil Thonier Charlotte Duhoux Sophie Raynal-Gérard Flore Giliberto Lily Simon Arnaud Vigier Élodie Janeau Prescilia

> Réparation carrosseries Admis:

> > Cisse Souleymane Viellerobe Thierry

Tournage céramique

Admis: Cibert Grégory

NOTRE-TERRITOIRE.COM

Le site qui rassemble tous les avis d'enquêtes publique

malie apparente, elle n'avait même pas à vérifier l'exactitude du être prises en considération. dossier présenté. Elle pouvait se fier aux informations recueillies À l'issue de la participation, une synthèse **POUR COLLECTER** des observations et des propositions du public sera rédigée par l'Autorité compé-tente, puis, la demande de permis de par l'intermédiaire, sans être obligée de se faire communiquer A NOS ANNONCEURS **LES ANNONCES** les justificatifs de revenus ou de fortune des clients. Le commissaire-priseur ioue Nous remercions nos annonceurs de donc un rôle de conseiller lors Il n'est donc pas possible en pareil cas de reprocher à la banque construire, éventuellement modifiée par **ET LES CAHIERS** bien vouloir répondre, même par la de partage après un décès, pétitionnaire pour tenir compte de négative, aux lettres qui leur parvien-nent de nos lecteurs, surtout si celles-ci l'octroi d'un crédit à la légère, ni d'avoir abandonné son devoir de cette participation et des avis émis ainsi que dans l'élaboration **DES CHARGES** contrôle à un intermédiaire. pourra être acceptée, ou refusée par la d'un contrat d'assurance omportent un timbre pour la réponse (Cass. Com, 10.1.2018, Z 16-23.845).